

Lyon-Socialiste

ORGANE DES TRAVAILLEURS

de la Région de l'Est

ADRESSER

les CORRESPONDANCES, MANUSCRITS et COMMUNICATIONS DIVERSES
au citoyen **BRUGNOT**, Secrétaire de la Rédaction
rue de Sèze, 27

LES ANNONCES ET LES ABONNEMENTS

sont reçus par
le citoyen **PAYAN**, Secrétaire de l'Administration
rue Masséna, 73

ABONNEMENTS

Un Mois..... 0 50
Trois Mois..... 1 50
Un An..... 6 »

A V I S

Encouragés par le bienveillant accueil fait au Lyon-Socialiste, nous n'avons reculé devant aucun sacrifice, pour donner à nos lecteurs le plus grand nombre de renseignements, ainsi qu'un genre d'impression qui contentera tout le monde.

L'ADMINISTRATION.

Nos correspondants qui n'auraient pas encore réglé les derniers numéros, sont priés de le faire le plus promptement possible.

ORGANISATION

Il y a longtemps que nous disions que Droit, Justice, Liberté etc, mots avec lesquels jonglent si habilement la bourgeoisie, n'ont aucune signification propre et exacte autre que celle de force.

Posséder la force c'est posséder le droit, c'est marcher sur l'égide de la justice, c'est exercer la liberté.

En un mot, être le plus fort c'est avoir raison. C'est pourquoi les socialistes scientifiques c'est-à-dire matérialistes, se sont donné comme but à atteindre par tous les moyens possibles, la création d'une force révolutionnaire; comprenant que cette force ne peut être que l'organisation du prolétariat, en partie de classes ou en armées révolutionnaires, ils crient depuis plusieurs années toutes les fois que l'occasion s'en présente : *organisation*.

Les événements de ces jours derniers viennent de prouver combien nous avons raison.

A Lyon, une masse énorme de meurtres-de-faim, réunis seulement momentanément par la misère commune, n'ont pu obtenir, malgré la vigueur et la persistance de leurs réclamations, la faveur de travailler aux chantiers communaux dix heures par jour pour une bouchée de pain; un régiment de cavalerie s'est chargé de leur démontrer que, si nombreux soit-on, isolés l'on est impuissants, même à se faire exploiter quand cela ne convient pas aux maîtres.

A Paris les résultats de l'échauffourée de la salle Lévis sont une démonstration par le fait des dangers de la tactique anarchiste qui consiste à hurler révolution et à désorganiser le parti révolutionnaire, et à choisir habilement le moment où la police cerne une salle de réunion armée, de pied en cap, pour pousser un millier de malheureux à l'émeute.

Certes, nous nous étions promis d'avoir des ménagements extrêmes pour quiconque, tout en ne partageant pas complètement nos théories, se déclarait révolutionnaire; mais la conduite des anarchistes a été si étrange dans les circonstances dont je viens de parler, qu'il est de notre devoir de crier bien fort aux ouvriers et

surtout aux révolutionnaires : casse-cou ! Il ne nous plaît pas à nous de supporter tout le poids du dévergondage de paroles des Druelle et consorts qui fait que les nôtres, les Mercier, les Pierron, les Balin etc., sont arrêtés et que Guesde et ses collègues du *Cri du Peuple* sont menacés. Il serait idiot de notre part de laisser organiser par les anarchistes sous le prétexte qu'ils se disent révolutionnaires, une razzia générale des militants du parti.

L'union ouvrière sur le terrain de la transformation sociale n'a jamais été plus urgente, on semble l'avoir comprise à Lyon, ou un groupe considérable de travailleurs vient de prendre l'initiative d'un mouvement ayant pour but l'organisation du prolétariat lyonnais sur les bases de la réparation des classes; que ce mouvement réussisse ici, et que les autres villes imitent Lyon, c'est le seul moyen d'assurer le triomphe de la révolution.

GABRIEL.

LETTRE PARISIENNE

Si le chômage affame Lyon, ceux qui ne mangent qu'à la condition de travailler, n'ont pas grand-chose à faire à Paris. Un député de l'extrême-gauche a demandé au ministère et à la Chambre par quelles mesures on se proposait de remédier à cette crise parisienne.

Certes, Tony Révillon n'était guère exigeant; il se contentait d'inviter le gouvernement à hâter dans le département de la Seine l'exécution des travaux de l'Etat et à ouvrir un crédit de trois millions destinés à secourir les victimes de la crise. La question a été tout de suite résolue : le vote de l'ordre du jour pur et simple a entièrement exprimé que le Trésor public n'avait pas été imaginé pour venir en aide au prolétariat.

Ce Trésor est public comme sont publiques certaines malheureuses filles. Rétribuées, entretenues par tous, elles ont un estimable particulier qu'à leur tour elles entretiennent, qui leur coûte au lieu de leur rapporter, qui gaspille à lui seul ce qu'elles arrachent à tous les autres. La masse laborieuse remplit la caisse de l'Etat et l'Etat ne laisse sortir la monnaie que lorsqu'il s'agit de capitalistes. La classe ouvrière a dans le bourgeois un Alphonse qui la maltraite et la gruge.

Voyez-vous un Alphonse, quand celle qui s'éreinte, qui se tue à le nourrir grassement dans sa malpropre oisiveté, lui réclame pour manger un peu de cet argent qu'elle lui procure, répliquant : Je n'ai pas à faire œuvre de charité, ce serait là une aumône et l'aumône est une dégradation pour qui l'accepte, j'ai, moi, souci de ta dignité. aussi t'épargnerai-je l'appui humiliant que tu devrais rougir de solliciter. Or, voilà exactement ce que les cléricaux à la de Mun, les opportunistes à la Waldeck-Rousseau et les radicaux à la Vernhes ont, d'un commun accord, répondu à la si timide démarche tentée en faveur des ou-

vriers misérables. Eh ! là-bas, Alphonse, ayez donc un peu plus de dignité de vous-mêmes et pas tant pour les autres.

La plus impudente mendicité est admise chez les actionnaires des petites et grandes Compagnies de chemins de fer, chez les fabricants de sucre, etc., chez tous ceux, en résumé, que dominent les instincts capitalistes de vol et d'exploitation; tandis que la plus modeste revendication d'une partie de ce qu'ils ont créé, de ce qui leur appartient, est interdite aux volés, aux exploités. Seulement c'est une interdiction dont il pourrait bientôt n'être plus tenu bon compte.

Sur l'invitation d'une commission d'organisation composée des délégués de seize chambres syndicales a eu lieu dimanche dernier salle Lévis, une réunion; quatre mille citoyens étaient là.

Ce meeting a prouvé et prouvera, il faut l'espérer, aux moins clairvoyants que, s'il est utile de susciter un puissant courant d'agitation populaire capable, par ses imposantes manifestations, d'arracher à l'Etat, les subventions indispensables qu'il se refuse à accorder volontairement, de faire ses caisses aujourd'hui fermées, rien ne sera désastreux qu'une émeute ou un semblant d'émeute, ne pouvant aboutir qu'à un écrasement ouvrier et à la consolidation du système gouvernemental de résistance aux appels de la misère.

Des provocations tout au moins maladroites ont été lancées; les assistants ont été poussés à s'assembler dans la rue, à piller boulangeries et magasins. Aux déclamations des anarchistes, notre ami le citoyen Crépin, de l'Agglomération parisienne du parti ouvrier, a opposé le sincère langage de la raison. Il a montré que toute révolte locale était condamnée au plus déplorable échec, il a signalé le danger et dénoncé le guet-apens policier dans lequel on tomberait si l'on écoutait certaines excitations. Les faits n'ont pas tardé à établir combien il voyait juste.

A la sortie qui s'effectuait tranquillement, la police a fait tout ce qu'elle a pu pour amener quelque désordre, se précipitant sur la foule, assommant et empoignant. Une soixantaine d'arrestations ont été opérées et quatorze maintenues. Le gouvernement avait mis sur pied un millier d'agents, un bataillon et un escadron de la garde républicaine, et les troupes de la caserne Pépinière étaient consignées. Il est clair que le ministère cherchait dans un soulèvement un motif de répression et qu'il a fait tout son possible pour l'obtenir. Il n'a pas réussi, mais que la leçon profite à ceux qui seraient trop FACILEMENT portés à être imprudents.

GABRIEL DEVILLE.

LES FUTURES ELECTIONS

Nous le dirons encore aujourd'hui et nous le dirons sans cesse jusqu'à ce que les travailleurs l'aient enfin compris : il n'y a rien à faire en dehors d'une transformation de la propriété. C'est sans résultat aucun que les salariés s'a-

gigent dans les différents partis républicains réformistes, leur organisation est vaine et leur action stérile. Ils tournent dans le cercle vicieux de la société capitaliste qui ramène toutes les réformes à ce résultat inévitable : néant.

La société capitaliste est arrivée à ce degré de développement qui supporte toutes les réformes possibles quelque importantes qu'elles puissent être, parce qu'elle les annihile toutes, absorbées qu'elles sont dans le jeu des forces capitalistes. Ainsi absorbées, assimilées, ces réformes concourent la plupart du temps à la prospérité bourgeoise.

D'ailleurs toute réforme étant nécessairement une extension de la liberté, sous une forme ou sous une autre, il est évident que le pouvoir d'user de la liberté étant en raison des forces capitalistes, dans les sociétés actuelles, toute réforme doit nécessairement tourner au profit de celui ou de ceux qui possèdent ce pouvoir.

C'est ainsi que le rétablissement de la taxe à Paris fait hurler toute la meute des journaux bourgeois affamés de libertés commerciales et industrielles, parce que cette taxation est une atteinte directe portée à la liberté de vendre, d'acheter ou de fabriquer, c'est-à-dire à la liberté qu'a la classe bourgeoise de spolier la masse des consommateurs et d'exploiter la masse des ouvriers. Dans des cas semblables, la haute bourgeoisie se fait solidaire de la petite parce qu'elle sent le principe qui fait la base de sa puissance attaqué, et qu'il y a là un mouvement socialiste qui ne peut que s'étendre des petites choses aux grandes.

Ils appellent cela un mouvement réactionnaire contraire à ce qu'ils appellent les grands principes de 89. Réactionnaires les grands principes, soit, nous le sommes bien, attendu que ces grands principes ne font et ne peuvent que consacrer la liberté du plus fort, du mieux armé, ce qui est absolument contraire aux principes que défendent les socialistes qui, eux, ne se contentent point de proclamer la liberté pour tous, mais constituent d'abord pour tous, le pouvoir d'exercer cette liberté. Qu'importe aux aveugles la liberté d'y voir clair, aux boiteux la liberté de courir, aux salariés les libertés que vous proclamez, si dans le système capitaliste

ils ne peuvent en user. Aussi la bourgeoisie ne se fait-elle pas faute de déclarer toute liberté absolument nécessaire, quitte à renvoyer aux calendes grecques la réalisation de celles qui ne lui sont pas utiles, de façon à ne jamais épuiser son programme et à laisser à la masse des électeurs le dada réformiste sur lequel chevaucheront les élections jusqu'à ce que les électeurs ouvriers, les salariés voyant clair dans le jeu des intérêts bourgeois, en finiront une fois pour toutes avec les réformes, et entreront carrément sur le terrain de classe avec un programme de transformation sociale.

BRUGNOT.

MOTS DE COMBAT

L'effet certain de l'inégalité est de diviser les hommes, de créer des intérêts opposés, de fomentier des passions ennemies, et de soumettre la multitude qu'elle rend ignorante, crédule et victime d'un travail excessif, à un petit nombre d'hommes instruits et adroits, qui abusant de la préférence qu'ils ont su obtenir, ne s'appliquent qu'à consacrer et à renforcer l'ordre qui leur est exclusivement favorable.

G. BABEUF.

SOCIALISATION

DES

MOYENS DE PRODUCTION

Un fait qui n'est plus à démontrer, parce qu'il se manifeste d'une manière si évidente que l'on peut dire, suivant l'expression populaire, qu'il crève les yeux, c'est : la misère s'accroissant simultanément avec le développement des forces productives. La bourgeoisie elle-même a constaté cette anomalie, mais ne semble pas disposée à la faire disparaître, et pour cause.

Son devoir, cependant, en tant que classe gouvernante et surtout (elle s'en flatte) comme continuatrice de l'œuvre de la Révolution Française, devrait être de rechercher les moyens de faire progresser, non la misère, mais le bien-être public parallèlement avec l'augmentation

rapportent de superbes profits aux fabricants qui les pratiquent, si elles sont désastreuses pour la qualité des marchandises, si elles sont une source intarissable de gaspillage du travail humain, prouvent la philanthropique ingéniosité des bourgeois et l'horrible perversion des ouvriers qui, pour assouvir leur vice de travail, obligent les industriels à étouffer les cris de leur conscience et à violer même les lois de l'honnêteté commerciale.

Et cependant, en dépit de la sur-production de marchandises, en dépit des falsifications industrielles, les ouvriers encombrant le marché inimmensurablement, implorant du travail ! du travail ! — Leur surabondance devrait les obliger à refréner leur passion ; au contraire, elle la porte au paroxysme. Qu'une chance de travail se présente, ils se ruent dessus ; alors c'est douze, ou quatorze heures qu'ils réclament pour en avoir leur saoul, et le lendemain les voilà de nouveau rejetés sur le pavé, sans plus rien pour alimenter leur vice. Tous les ans, dans toutes les industries, des chômages reviennent avec la régularité des saisons. Au sur-travail meurtrier pour l'organisme, succède le repos absolu, pendant des trois et six mois ; et plus de travail, plus de pitance. Puisque le vice du travail est diaboliquement chevillé dans le cœur des ouvriers ; puisque ses exigences étouffent tous les autres instincts de la nature ; puisque la quantité de travail requise par la société est

de la production. Mais comme elle ne peut obtenir ce résultat que par l'abandon de ses privilèges, elle se trouve, par ce fait, frappée d'impuissance. C'est ce qui explique la stérilité des discussions économiques provoquées à la Chambre par les cris toujours plus nombreux des meurtres de faim.

La Bourgeoisie se garde bien de montrer cette impuissance, elle la cache, au contraire, soigneusement, en entretenant dans l'esprit du peuple la funeste croyance de l'efficacité des réformes. Non pas qu'il faille les repousser. Mais on ne peut pas, par des réformes, modifier la loi de l'offre et de la demande, cette loi d'airain, qui fait du travailleur non plus un homme, mais l'esclave de celui qui possède l'instrument du travail. Les réformes, en un mot, ne peuvent changer en rien la condition sociale des salariés parce que cette condition sociale résulte de l'accumulation capitaliste qui, elle-même, est la conséquence de la forme actuelle de la propriété.

La propriété individuelle annihile chez l'homme le sentiment de solidarité, mais en revanche elle y développe au plus haut degré l'intérêt individuel, lequel, en régime capitaliste, est l'unique mobile des rapports sociaux.

S'enrichir, telle est la seule pensée des individus. Enrichissement qui n'est possible, du reste, qu'à ceux qui détiennent les instruments ou moyens de travail. Et ce désir immodéré d'empiler les pièces de cent sous secondé par la liberté du commerce a donné un tel essor au progrès du machinisme, qu'aujourd'hui, avec un tiers de moins de bras, la production est cependant trois fois plus forte qu'il y a cinquante ans.

Ce développement considérable de l'outillage mécanique a donné naissance à la grande industrie, laquelle ruine les petits fabricants, les petits industriels et les rejette un à un dans le prolétariat. Ainsi s'opère la concentration des capitaux et des instruments de travail entre les mains d'un nombre de moins en moins grand d'individus. C'est-à-dire que, d'un côté, le nombre des riches diminue, mais ils deviennent de plus en plus riches ; et de l'autre le nombre des pauvres augmente et ils deviennent de plus en plus misérables. Nous marchons à grands pas vers une féodalité bien plus oppressive, bien

forcément limitée par la consommation et par l'abondance de la matière première, pourquoi dévorer en six mois le travail de toute l'année ? — Pourquoi ne pas le distribuer uniformément sur les douze mois et forcer tout ouvrier à se contenter de six ou cinq heures par jour, pendant l'année, au lieu de prendre des indigestions de douze heures pendant six mois ? — Assurés de leur part quotidienne de travail, les ouvriers ne se jalouseront plus, ne se battront plus pour s'arracher le travail des mains et le pain de la bouche ; alors, non épuisés de corps et d'esprit, ils commenceront à pratiquer les vertus de la Paresse.

Abêtis par leur vice, les ouvriers n'ont pu s'élever à l'intelligence de ce fait, que, pour avoir du travail pour tous, il fallait le rationner comme l'eau sur un navire en détresse. Cependant des industriels, au nom de l'exploitation capitaliste, ont depuis longtemps demandé une limitation légale de la journée de travail. Devant la commission de 1860 sur l'enseignement professionnel, un des plus grands manufacturiers de l'Alsace, M. Bourcart, de Guebwiller, déclarait : « Que la journée de douze heures était excessive et devait être ramenée à onze, que l'on devait suspendre le travail à deux heures le samedi. Je puis conseiller l'adoption de cette mesure quoiqu'elle paraisse onéreuse à première vue ; nous l'avons expérimentée dans nos établissements industriels depuis quatre ans et nous nous en

(11).

FEUILLETON

LE DROIT A LA PARESSE

Réfutation du « Droit au travail » de 1848.

Dans nos départements lainiers, on effiloche les chiffons souillés et à demi pourris, on en fait des draps dits de *renaissance*, qui durent ce que durent les promesses électorales ; à Lyon, au lieu de laisser à la fibre soyeuse sa simplicité et sa souplesse naturelle, on la surcharge de sels minéraux qui, en lui ajoutant du poids la rendent friable et de peu d'usage. Tous nos produits sont adultérés pour en faciliter l'écoulement et en abrégier l'existence. Notre époque sera appelée l'âge de la falsification, comme les premières époques de l'humanité ont reçu les noms d'âge de pierre, d'âge de bronze, du caractère de leur production. Des ignorants, accusent de fraude nos pieux industriels, tandis qu'en réalité la pensée qui les anime est de fournir du travail aux ouvriers, qui ne peuvent se résigner à vivre les bras croisés. Ces falsifications, qui pour unique mobile ont un sentiment humanitaire, mais qui

plus terrible que celle du siècle dernier; la féodalité capitaliste et industrielle. Et, chose invraisemblable, si, hypothèse improbable, le prolétariat n'arrêtait pas le mouvement ascensionnel de l'accumulation capitaliste, un jour viendrait où un seul homme posséderait la fortune publique entière et où le reste de l'humanité verrait sa vie même dépendre des caprices de cet homme.

Pour échapper aux tristesses d'un pareil avenir, pour nous soustraire à l'asservissement que nous prépare la société capitaliste, il n'y a pas deux issues.

La propriété ne peut exister que sous deux formes : la forme individuelle et la forme collective. La propriété individuelle est celle qui existe aujourd'hui, elle engendre la cupidité, excite les convoitises; elle est le moteur des passions les plus viles, elle est la cause de presque tous les crimes et tous les maux qui affligent notre société. Elle est particulièrement contraire aux intérêts et à la dignité des travailleurs en ce qu'elle les met à la merci des patrons, des possédants. Les règles de la saine justice la condamnent, il faut la détruire. Reste la propriété collective. Avec cette forme de propriété, le capitalisme disparaît, nul ne peut posséder individuellement les moyens de production, par suite plus d'exploitation possible de l'homme par l'homme. Les forces de production ou instruments de travail sont la propriété de tous, chacun peut en user et par conséquent jouir sans conteste du produit intégral de son travail. C'est donc l'affranchissement économique des salariés, c'est le pouvoir d'exercer, de posséder, plus tôt, cette liberté qui nous est à bon droit si chère et dont aujourd'hui nous n'avons que l'ombre; c'est aussi le joie au foyer. Par conséquent tous doivent converger vers ce but : abolir la propriété individuelle, constitution d'une propriété collective, autrement dit, de nouveaux moyens de production.

JUST.

trouvons bien, et la production moyenne loin d'avoir diminué a augmenté ». Dans son étude sur *les machines*, M. F. Passy, cite la lettre suivante d'un grand industriel belge, M. Ottevaere. « Nos machines, quoique les mêmes que celles des filatures anglaises, ne produisent pas ce qu'elles devraient produire et ce que produiraient ces mêmes machines en Angleterre, quoique les filatures travaillaient deux heures de moins par jour... Nous travaillons tous deux grandes heures de trop : j'ai la conviction que si l'on ne travaillait que onze heures au lieu de treize, nous aurions la même production et produirions par conséquent plus économiquement ». D'un autre côté, M. Leroy-Beaulieu affirme que « c'est une observation d'un grand manufacturier belge que les semaines où tombe un jour férié n'apportent pas une production inférieure à celles des semaines ordinaires... (1) ».

Ce que le peuple, pipé en sa simplicité par les moralistes, n'a jamais osé, un gouvernement aristocratique l'a osé. Méprisant les hautes considérations morales et industrielles des économistes, qui comme des oiseaux de mauve augure, croassaient que diminuer d'une heure le travail des fabriques c'était décréter la ruine de l'industrie anglaise, le gouvernement de l'Angleterre a défendu par une loi, strictement observée,

Lyon-Socialiste salue le *Navigateur*, le journal des exploits de la mer. Le *Navigateur*, entré d'hier dans la mêlée, ne distingue pas encore l'ennemi, mais patience, le marin a bon pied, bon œil et surtout le flair rapide.

Regarde, frère, le côté vers lequel Lyon-Socialiste a la face tournée; c'est là qu'il faut frapper. Frappe donc! C'est aux coups que nous portons que nous devons nous reconnaître.

RESTITUTION

De même qu'une ménagère prudente ne met jamais tous ses œufs dans le même panier, la bourgeoisie n'a jamais mis tous ses intérêts dans les mêmes mains. En même temps qu'elle divisait le prolétariat, elle se divisait elle-même d'apparence, d'étiquette, d'opinion pour mieux régner. C'est ainsi qu'aux Gambetta niant la question sociale, elle ajoutait des Louis Blanc qui, eux, la reconnaissaient et la posaient même, mais sans jamais la résoudre, présentant au contraire sa solution comme pleine de difficultés pour ne pas dire d'impossibilités. La même division ou tactique se reproduit actuellement à propos de la crise de surproduction dont la classe ouvrière souffre de plus en plus. Pendant que les opportunistes et autres se retranchent derrière le produit des contributions indirectes et de l'impôt sur les revenus mobiliers et le placement aux caisses d'épargne pour nier une grande partie de la misère, les radicaux que le souci de leur élection oblige à admettre cette misère, s'en emparent et font un semblant de s'y intéresser, soit au palais Bourbon soit dans les colonnes de leurs journaux, mais en résumé pour aboutir à un résultat tout aussi négatif, c'est à-dire qu'il n'y a pas de remède, pas même de palliatif. Parce que, disent-ils, en appeler au gouvernement pour des travaux publics ce serait désastreux, demander des crédits, c'est demander un emprunt, ce serait donner d'une main ce qu'on reprendrait de l'autre.

Autant de mots autant d'erreurs. D'abord, ce ne sont point des travaux, c'est de l'argent qu'il faut aux travailleurs sans ouvrage. Leur chômage est le résultat de leur surtravail. C'est parce qu'ils ont trop produit depuis des années (ce qui fait que les magasins sont pleins

de travailler plus de dix heures par jour; et, après comme avant, l'Angleterre demeure la première nation industrielle du monde.

La grande expérience anglaise est là, l'expérience de quelques capitalistes intelligents est là; elles démontrent irréfutablement que, pour puissancier la productivité humaine, il faut réduire les heures de travail et multiplier les jours de paye et de fêtes, et le peuple français n'est pas convaincu. — Mais si une misérable réduction de deux heures a augmenté en dix ans de près d'un tiers la production anglaise (1), quelle marche vertigineuse imprimera à la production française une réduction légale de la journée de travail à trois heures? Les ouvriers ne peuvent ils donc comprendre qu'en se surmenant de travail, ils épuisent leurs forces et celles de leur progéniture; que, usés, ils arrivent avant l'âge à être incapables de tout travail; qu'absorbés, abrutis par un seul vice, ils ne sont plus des hommes, mais des tronçons d'hommes; qu'ils tuent en eux toutes les belles facultés, pour ne laisser debout et luxuriante que la folie furibonde du travail?

(1) Voici d'après le célèbre statisticien R. Giffen, du Bureau de statistique de Londres, la progression croissante de la richesse nationale de l'Angleterre et de l'Irlande : en

1814	—	elle était de...	55	milliards de francs.
1865	—	—	162 1/2	—
1875	—	—	212 1/2	—

et les marchés encombrés; qu'ils sont jetés sur le pavé sans puissance de consommation. Tous travaux que l'on créerait artificiellement ne feraient qu'aggraver et prolonger la crise en augmentant le stock de marchandises invendables. Mis au contraire par l'or du budget en mesure de consommer, les ouvriers écouleront les marchandises en détresse, feront le vide sur le marché et rétabliront ainsi d'un seul coup la circulation générale des produits; la reprise du travail suivra immédiatement ce dégagement salutaire du marché et les choses reprendront leur cours habituel.

Il est faux d'autre part que les millions sauveurs dussent être demandés à un emprunt. (Le budget ne s'équilibrant pas), il est possible sans accroître le déficit de faire face à ce fonds des chômages qui est la seule solution pratique. Il suffirait pour cela de prélever cette subvention extraordinaire au profit des producteurs sur la subvention annuelle qui sous le nom de service de la Dette publique est allouée chaque année à la classe décisive, de façon à ne pas atteindre les tous petits rentiers : MM. Rotschild, d'Orléans et autres capitalistes n'en seraient pas bien lésés dans leurs moyens d'existence, et ce ne serait qu'une petite part de restitution due à ces travailleurs qui entretiennent la bourgeoisie repue de bien-être. Mais cette mesure fit-elle reculer nos farouches intransigeants et fallut-il avoir recours au crédit de l'État, qu'il serait encore faux qu'un pareil emprunt se retournât contre les pauvres pour qui il serait contracté. Pour soutenir une pareille thèse il faut n'avoir aucune notion de la loi qui régit la rétribution du travail en régime de salariat. C'est bien sans doute sur le produit du travail qu'est prélevé l'impôt, aussi bien celui qui entretient dans la fainéantise les créanciers de l'État, que celui qui soigne contre nous police, armée et magistrature. Mais ce n'est pas sur la partie de ce produit qui constitue le salaire des travailleurs et qui est toujours déterminée par le prix des choses nécessaires à l'existence ouvrière, c'est sur la partie du produit annuel qui resterait en profit aux mains des capitalistes si l'impôt n'existait pas. Dans le salaire annuel est comprise la totalité des taxes que le salarié doit acquitter directement ou indirectement comme contribuable. L'ouvrier en activité ne reçoit à titre de salaire que le strict nécessaire à son existence et pour faire face aux dépenses qu'entraînent les exigences du fisc;

Ah ! comme des perroquets d'Arcadie ils répètent la leçon des économistes : « Travaillons, travaillons pour accroître la richesse nationale ». O idiots ! c'est parce que vous travaillez trop que l'outillage industriel se développe lentement. Cessez de braire et écoutez un économiste; il n'est pas un aigle, ce n'est que M. L. Reybaud, que nous avons eu le bonheur de perdre il y a quelques mois : C'est en général sur les conditions de la main-d'œuvre que se règle la révolution dans les méthodes de travail. Tant que la main-d'œuvre fournit ses services à bas prix, on la prodigue, on cherche à l'épargner quand ses services deviennent plus coûteux (1) ». Pour forcer les capitalistes à perfectionner leurs machines de bois et de fer, il faut hausser les salaires et diminuer les heures de travail des machines de chair et d'os. Les preuves à l'appui ? c'est par centaines que l'on peut les fournir. Dans la filature, le métier renvideur (*self acting mule*) fut inventé et appliqué à Manchester, parce que les fileurs se refusaient à travailler aussi longtemps qu'auparavant.

(A suivre).

PAUL LAFARGUE.

(1) Paul Leroy-Beaulieu. *La question ouvrière au XIX^e siècle*, 1872.

(1) Louis Reybaud. — *Le coton, ses régimes, ses problèmes* (1863).

que par suite d'un nouvel emprunt, la vie devienne plus chère, il faudra forcément pour que l'ouvrier puisse produire (ce qui est indispensable aux capitalistes) qu'il reçoive ce même nécessaire. Ainsi donc l'excuse de l'inaction de tous nos politiciens y compris ces bons radicaux n'existe que dans leur ignorance ou leur mauvaise foi. Non seulement ils peuvent quelque chose, mais ils peuvent beaucoup pour les déshérités de l'heure présente; s'ils ne font rien c'est qu'ils ne veulent rien faire. Travailleurs souvenons-nous.

S. DREVET.

MOUVEMENT SOCIAL

(De nos correspondants particuliers)

BESSÈGES. — Les nombreux ouvriers travaillant aux mines de fer, ont presque tous été renvoyés par la Compagnie de Bessèges; celle de la Grand'Combe a réduit à quatre journées par semaine le travail de ses ouvriers, une cinquantaine d'entre eux viennent d'être renvoyés jusqu'au moment où le travail reprendra.

MARSEILLE. — Les ouvriers boulangers de Marseille, au nombre de huit cents environ, se sont réunis salle de l'Eldorado, et ont décidé de refuser toute proposition de diminution de salaires qui pourrait leur être faite à la suite de la taxation du pain dans cette ville.

MOULINS. — Pour parer à la crise qui sévit actuellement ici, le conseil municipal a fait ouvrir trois chantiers. Deux sont installés dans le ruisseau de l'Amaron, près du pont des Forges et près du pont du Collège, pour le curage de ce ruisseau. D'autres ouvriers sont occupés à enlever de la terre dans le Cher.

Dans ces trois chantiers on occupe une soixantaine de travailleurs sur cinq cents qui ont été se faire inscrire à la mairie.

MONTCEAU-LES-MINES. — Plusieurs officiers, sous-officiers et gendarmes qui, il y a quelques jours, se sont jetés sur un ouvrier sous prétexte qu'il préparait un attentat, après avoir été cités... à l'ordre du jour du huitième corps d'armée, sont proposés pour la croix de la Légion d'honneur et la médaille militaire.

Du temps que vous y êtes allez-y donc d'un crachat.

PARIS. — Les citoyens arrêtés à la suite du guet-apens de la salle Lévis, ont été condamnés à des peines variant de huit jours à quatre mois de prison...

Quant aux deux sergots qui se sont si bien distingués, ils ont été condamnés — à la croix de la Légion d'honneur.

Pas de commentaires, n'est-ce pas.

RÉPONSE

A LA

CHAMBRE DE COMMERCE DE LYON

Euréka! La Chambre de Commerce de Lyon vient de faire une importante découverte, elle vient de constater que la part du capital tend de plus en plus à s'amoinir au profit du travail; les théories socialistes sont bouleversées et détruites, et les revendications ouvrières n'ont plus leur raison d'être puisque insensiblement nous allons arriver à la suppression totale de l'intérêt du capital.

On lit, en effet dans la protestation que la Chambre de Commerce de Lyon vient de publier contre l'établissement des droits sur les blés et les bestiaux étrangers, l'étrange entrefilet suivant :

« Personne n'ignore que depuis quelques années, la part du capital, c'est-à-dire du travail acquis et épargné dans le prix de la production industrielle, tend à s'amoinir, au profit de la main d'œuvre, du travail présent, le taux de l'intérêt de l'argent s'affaiblit parallèlement ».

On ne peut contester que le taux de l'argent n'ait diminué dans la proportion d'un cinquième environ, mais cette diminution a-t-elle pour conséquence la diminution de la part prélevée sur le travail par le capital? Telle est la question que nous allons soulever.

Mais avant d'aller plus loin nous devons remarquer que la Chambre de Commerce de Lyon reconnaît d'une manière assez explicite que l'intérêt du capital est prélevé sur le travail; seulement elle croit ou plutôt elle feint de croire que cette part a été en diminuant et qu'elle s'abaissera de plus en plus.

C'est cette dernière affirmation que nous allons examiner.

Quelle part de profits capitalistes supporte le travail? la part du capital représentée par l'outillage industriel actuel.

Si le travailleur industriel était encore placé sous le régime de la petite industrie, si ses instruments de travail étaient restés primitifs, si enfin le capital que ses instruments représentent n'avaient pas augmenté de valeur, il est évident que l'intérêt du capital ayant baissé dans une certaine proportion, la part du travail eût été plus considérable puisque l'impôt qu'il supporte aurait été moins élevé.

Mais il n'en est pas ainsi, la valeur de l'outillage industriel a augmenté dans une grande proportion par suite du développement incessant des moyens mécaniques de production, et le travail a eu à supporter un impôt progressif et proportionnel à l'accroissement de la valeur de l'outillage industriel, impôt que n'a pas atténué dans la même proportion la faible diminution d'intérêt du capital.

Quelques chiffres me paraissent nécessaires pour compléter et faciliter cette démonstration.

Supposons par exemple que sous le régime de la petite industrie la moyenne de l'outillage industriel et individuel du travail soit de 1000 fr. et que l'intérêt du capital soit 5 0/0 le travailleur n'aura qu'une part annuelle de 50 francs à prélever sur son travail au profit du capital.

Si nous, nous nous plaçons sous le régime actuel de la grande industrie le capital ou plutôt la part du capital industriel affecté à chaque travailleur sera de 10,000 francs par exemple et à 4 0/0 le travail aura une part de 400 francs à payer au capital.

Ces chiffres sont pris arbitrairement; toutefois le chiffre de 10,000 francs représente approximativement le quotient de la division du capital national français (400 milliards environ) par le nombre d'habitants et le prélèvement de 400 fr. peut-être considéré comme un chiffre minimum surtout si l'on tient compte des causes accessoires du grèvement des produits qui résultent de l'anarchie de la production.

La Chambre de Commerce en publiant de pareilles hérésies économiques a fait preuve de mauvaise foi ou d'ignorance, les travailleurs manuels, les petits industriels rejetés dans le prolétariat par le progrès du machinisme sentent trop de quel poids énorme le capital pèse sur eux, pour être dupes de pareilles absurdités et comprendront bientôt que la socialisation des forces de production en supprimant la redevance due au capital pourra seul les émanciper économiquement.

GRANDE RÉUNION PUBLIQUE

Samedi 29 novembre, à 7 heures 1/2 du soir, salle de la Perle, place de la Croix-Rousse, 8.

ORDRE DU JOUR :

1. Rapport de la Commission ;
2. Moyens à prendre en prévision du scrutin de liste aux prochaines élections ;
3. Discussion sur la valeur du scrutin de liste ;
4. Questions diverses se rattachant à une nouvelle organisation électorale.

PETITE CORRESPONDANCE

PARIS. — Nous avons reçu 2 fr. 35 cent. pour les ouvriers sans travail de Lyon, du citoyen St-ensem secrétaire du comité du XIV arrondissement de la ligue pour l'abolition des armées permanentes.

Nous avons un certain nombre de manuscrits qui n'ont pu être insérés, ils passeront au prochain numéro. Nous prions nos collaborateurs d'être plus courts à l'avenir.

ROANNE. — J. D. Reçu les 15 fr. Prière de presser l'envoi du reste.

Paraîtra régulièrement à partir du prochain numéro, une correspondance de Roanne.

SOUSCRIPTION AU JOURNAL

Bourbaki (3 ^e versement).....	1 f.
Reliquat chez Deville, par Cochelat.....	« 35
Groupe collectiviste de Villeurbanne, par Perrin	« 60
Reliquat chez Chapuis.....	« 25
id. Deville.....	« 30
Groupe de l'Emancipation.....	12 05
Bourbaki (4 ^e versement).....	« 50
Lhermet	1 »
Toduo.....	« 50

LYON-SOCIALISTE

Est en vente à Paris

Chez COURCHINOX, fils, rue Mouffetard, 67.
— DERVEAUX, rue d'Angoulême, 32.
— FAYET, rue du Temple, 113.
— JEANNESSON, rue Pastourelle, 37.
— MAGNIÈRE, rue Monge, 13.
— HENNET, rue Berthe, 25.
— LECOURTOIS, rue Daubenton, 38.
et au kiosque Roux, boulevard du Palais.

Institution MARET, rue Bodin, 3

S'adresser au citoyen VALLET

2, Rue Camille-Jordan, 2

POUR LA 2^{ME} ÉDITION DU

PROCÈS DES ANARCHISTES

Devant la police correctionnelle et la Cour d'Appel

de Lyon.

Ouvrage vendu 0 fr. 50 c. au lieu de 1 fr. 25

ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

Le Gérant, L. PERRIN.

Lyon. — Imp. A. PASTEL, 10, petite rue de Cuire.